



Construire une Europe adaptée aux enfants : changer une vision en réalité

Conférence sur la Stratégie du Conseil de l'Europe
pour les droits de l'enfant 2012-2015

Sous la présidence de S.A.R. la Princesse de Hanovre

Grimaldi Forum, Monaco, 20 et 21 novembre 2011

Biographies des conférenciers



Steven Allen

Steven Allen est Directeur Régional UNICEF pour l'Europe Centrale et de l'Est et la Communauté des Etats Indépendants depuis avril 2009. Depuis Genève, où il est basé, il dirige les activités de l'UNICEF en Europe de l'Est, au Caucase et en Asie Centrale.

Avant d'occuper ce poste, M. Allen était Directeur des Ressources Humaines au siège de l'UNICEF à New York entre 2004 et 2009 et Représentant de l'UNICEF en Indonésie entre 2002 et 2004.

De 1998 à 2002, M. Allen a été le Représentant Spécial pour la Région des Balkans, dirigeant les programmes et plaidant en faveur de l'UNICEF en Europe du Sud-est. Il a en même temps été Coordinateur Humanitaire des Nations Unies à Belgrade de 1999 à 2002.

M. Allen a rejoint l'UNICEF en 1977 et a travaillé au Soudan, au Myanmar, au Vietnam et au Pakistan, en Irak, en République Démocratique du Congo et au Rwanda jusqu'en 1998.

Il a aussi été employé par l'OXFAM en Ethiopie en 1974 et par le PNUD et le PMA au Soudan de 1975 à 1977.

M. Allen est ressortissant du Royaume-Uni. Il possède un BSC en Economie et Politique de la « London School of Economics », ainsi qu'un Master en Démographie Médicale de la « London School of Hygiene and Tropical Medicine ».

Ulla Armyr

Ulla Armyr, présidente du groupe Save the Children Europe, a plus de trente années d'expérience professionnelle dans le domaine des activités pour et avec les enfants et pour leurs droits.

Elle a travaillé principalement à la conception et la gestion de programmes d'ONG en Suède, en Europe et en Amérique latine, en particulier sur la coopération et les partenariats pour une action durable.

Ulla Armyr est titulaire d'une maîtrise en activités d'aide sociale et elle est actuellement directrice de Save the Children pour la Suède, l'Europe et l'Asie.

Isabelle Berro-Lefèvre

Née le 24 octobre 1965 à Monaco

Nationalité: monégasque

Elue depuis le 27 juin 2006 juge au titre de la Principauté de Monaco à la Cour européenne de droits de l'homme

Formation et carrière :

- *Etudes de droit à l'Université de Nice (1984-1987)*
- *Maîtrise droit privé (Université de Nice) (1987)*
- *Auditeur de Justice à l'Ecole Nationale de la Magistrature de Paris (1987-1989)*
- *Assistante juridique à la Direction des Services Judiciaires de la Principauté de Monaco (1989)*
- *Juge au tribunal de première instance (TPI) de la Principauté de Monaco (1990)*
- *Premier Juge au tribunal de première instance (TPI) de la Principauté de Monaco (2000)*
- *Collaboration avec le « Centre d'Etudes Européennes sur les Droits de l'Homme » de l'Université de Nice-Sophia – Antipolis (2004-2005)*
- *Membre du Conseil Consultatif de Juges Européens (CCEJ) du Conseil de l'Europe (2005)*

Auteur de nombreux articles sur le droit des enfants et la CEDH, notamment :

- *Quelles justices pour les mineurs délinquants, in AJ pénal 2008*
- *L'accès des enfants à la cour européenne des droits de l'homme, in Journal du droit des jeunes, n°272, février 2008*
- *Les mineurs délinquants dans la jurisprudence de la cour européenne des droits de l'homme, in Grundrechte und solidarität : Mélanges en l'honneur de Renate Jaeger, N.P. Engel Verlag, 2011*
- *Adoption et filiation, droit à l'enfant, droits de l'enfant ?, in La conscience des droits : Mélanges en l'honneur de Jean-Paul Costa, Paris, Dalloz, 2011*

Anne-Sophie Bordry

Directrice des Affaires publiques France et Europe du Sud, Facebook.

Avant de rejoindre Facebook en 2010, Anne-Sophie Bordry a été conseillère auprès des secrétaires à l'Economie

numérique Eric Besson et Nathalie Kosciusko-Morizet.

Ayant débuté sa carrière en tant que conseillère parlementaire auprès du Sénat français, en charge en particulier des questions de droit d'auteur sur internet, Anne-Sophie Bordry a ensuite rejoint la Direction du développement des médias (DDM) au sein des services du Premier ministre, avant de devenir directrice des relations extérieures pour le groupe de presse Metro France.

Giovanni Buttarelli

Giovanni Buttarelli a pris ses fonctions de contrôleur adjoint en janvier 2009.

Avant d'être nommé contrôleur adjoint, M. Buttarelli était secrétaire général de la DPA italienne depuis 1997. Entre 2002 et 2003, il a présidé l'autorité de contrôle commune (Convention de Schengen) après en avoir été vice-président. Sa longue et vaste expérience internationale dans les domaines de la protection des données et des questions connexes s'est enrichie de sa participation à de nombreux comités et groupes de travail de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et d'autres organisations ainsi que des liens internationaux de coopération qu'il a noués en matière de protection des données.

Mary Crowley OBE

De janvier 1999 à décembre 2007, Mary Crowley a été directrice générale de Parenting UK, organisme qui regroupe au niveau national l'ensemble des professionnels au service des parents.

Elle a dirigé l'élaboration des normes professionnelles nationales pour le travail avec les parents, approuvées par le Royaume-Uni en avril 2005.

Elle a été directrice du Service de l'éducation des adultes de Waltham Forest (Londres). Elle siège actuellement au conseil du City and Guilds (organisme certificateur national) et est membre du projet « Health Visiting Regeneration », qui vise à relancer les services de visite à domicile.

Elle a été membre de plusieurs groupes consultatifs du gouvernement.

*Elle a créé et dirigé un réseau européen transnational sur la **parentalité en Europe au XXI^e siècle**. Ce projet a permis de mettre en relation des organisations au service des parents de huit pays d'Europe. Mary Crowley est par ailleurs membre de la Fédération Internationale pour l'Education des Parents et du Vienna Committee for the Family. Elle a pris part à de nombreuses émissions à la télévision et à la radio, dont la plus récente est un programme sur les pères absents diffusé en septembre 2009 par la BBC.*

Mary a reçu, en 2000, la médaille du mérite MBE (membre de l'ordre de l'Empire britannique) pour les services rendus dans les domaines de l'éducation à la parentalité et du « Family Learning » et, en 2008, l'OBE (officier de l'ordre de l'Empire britannique) pour les services à l'enfance et aux familles. Elle participe régulièrement à des conférences au Royaume-Uni et dans toute l'Europe et a également été invitée à donner des conférences en Australie et aux Etats-Unis.

Maria Herczog

Titulaire d'un doctorat en sociologie et d'une maîtrise en économie, Maria Herczog est chargée d'enseignement et chercheuse principale à l'Eszterházy Károly Főiskola. Elle est présidente d'Eurochild et de l'Association pour la famille, les enfants et les jeunes (<http://www.csagy.hu/en/association>). Son principal domaine de recherche est le bien-être des enfants et la protection de l'enfance.

Elue membre du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies en 2007, elle a été réélue en 2010. Présidente d'Eurochild depuis 2010 (www.eurochild.org). Principaux domaines de recherche : bien-être des enfants, protection de l'enfance, enfants pris en charge par des organismes publics. Depuis 1992, elle est rédactrice en chef de la seule revue professionnelle hongroise consacrée à la famille, à l'enfance et à la jeunesse (www.csagy.hu). Elle a travaillé à titre temporaire auprès de diverses organisations internationales – Conseil de l'Europe, Unicef, OMS – en tant qu'expert scientifique et consultante. Elle était l'un des représentants de la société civile au sein du Comité économique et social européen pendant la période 2004-2010.

Auteure de plusieurs articles, livres et parties d'ouvrages.

Maria Herczog intervient régulièrement dans des conférences nationales ou internationales.

Tony Ivens

De formation scientifique, Tony travaille dans le secteur du soutien aux familles et à la parentalité depuis une bonne dizaine d'années. A ce titre, il intervient tant pour les collectivités locales que pour de grandes ONG. Il s'est toujours intéressé au rôle des hommes dans la famille, domaine dans lequel il a fait œuvre de pionnier dans les années 90.

Il a présidé le groupe de travail du gouvernement gallois qui a élaboré le plan d'action sur la parentalité pour le pays de Galles et a participé et contribué, au fil des ans, à de nombreux autres groupes de travail du secteur public.

Il préside actuellement le groupe de travail thématique d'Eurochild sur le soutien aux familles et à la parentalité et intervient dans des conférences et d'autres manifestations dans toute l'Europe.

Il a beaucoup écrit sur l'importance des pères dans la vie familiale et est régulièrement invité par les médias pour s'exprimer sur des questions liées à la paternité.

Luis Jimena Quesada

Né à Massamagrell (Valence, Espagne), Luis Jimena Quesada est membre (et actuel président) du Comité européen des droits sociaux (Conseil de l'Europe).

Il est professeur de droit constitutionnel à l'université de Valence (Espagne), où il a été le premier Docteur européen en droit.

Depuis 1993, il enseigne également à l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg, France). Il a donné des conférences dans de nombreux pays d'Europe, d'Amérique et d'Afrique.

Depuis 1997, il est juge suppléant au Tribunal supérieur de justice de la Communauté autonome de Valence (chambre du contentieux-administratif).

Jesper Juul

Fonction actuelle

- Responsable de programmes d'étude, Familylab International, Baar, Suisse

Formation

- Enseignant, maîtrise en Histoire des idées européennes (1970)
- Thérapeute familial (1977)
- Chef de projet, Centre pour la jeunesse, Aarhus Kommune (1974)
- Directeur clinique, The Kempler Institute of Scandinavia, Centre de la famille (1979-2004)
- Travail clinique auprès de réfugiés et de familles déplacées (Balkans, 1991-1998)

Publications

- Family Counseling, Perspective & Process
- Family, the primary health system
- Your competent Child
- Family Life, New basic values for partnership and parenting
- Parent Coaching
- The noble art of saying no
- Here am I! Who are you? On closeness, respect and boundaries between adults and children
- From obedience to responsibility (for school and preschool)

Jorma Kauppinen

Jorma Kauppinen est directeur de l'enseignement général au Conseil national finlandais de l'éducation (FNBE). Le Service de l'enseignement général est responsable du développement de l'enseignement préprimaire et primaire, d'activités pour les élèves le matin et l'après-midi, du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général, de l'enseignement libéral pour adultes et d'une éducation de base dans le domaine des arts. Jorma Kauppinen travaille depuis 2001 au FNBE, où il a d'abord été directeur du Service des lycées. Au début de sa carrière, il a été professeur d'histoire et de sociologie dans l'enseignement de base, puis proviseur dans l'enseignement secondaire général. Il est président du Comité directeur du projet d'éducation globale au FNBE et membre du Conseil finnois d'évaluation de l'enseignement. Il est actuellement membre du Comité directeur de

l'éducation du Conseil de l'Europe, dont il a assuré la présidence en 2011.

Nicolas Le Coz

Nicolas Le Coz est juriste, diplômé des universités Panthéon Sorbonne et Panthéon Assas et officier de la Gendarmerie française.

Adjoint au chef de la section "Crime organisé et délinquance spécialisée" à la Direction Générale de la Gendarmerie nationale au ministère de l'intérieur, il est en charge de questions pénales telles les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, le crime organisé et la traite des êtres humains.

Elu membre du GRETA en 2008 puis Premier vice président en février 2009, il en est le président depuis le 1er janvier 2011.

Amina Lemrini

Docteur en Sciences de l'Education.

Domaine de recherche "Education aux Droits de l'Homme".

Profession : Inspectrice pédagogique de l'enseignement, contribution, à ce titre, à l'élaboration des curricula, formation d'enseignants et production de supports notamment en « Education à la citoyenneté ».

Membre du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (2002-2010). A ce titre :

- Contribution à l'élaboration du manuel « Education aux droits de l'homme : comprendre pour agir ensemble » réalisé par l'AFCNDH et l'OIF ;*
- Coordination de la contribution des institutions nationales des droits de l'homme aux consultations organisées par le Conseil des Droits de l'Homme (Genève) pour l'élaboration du projet « Déclaration de l'ONU sur l'éducation formation aux droits de l'homme ».*

Présidente fondatrice de l'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM). Membre du groupe de travail « Education aux droits de l'homme » auprès du Réseau Euro-méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH).

María Amor Martín Estébanez

María Amor Martín Estébanez est coordinatrice de programmes juridiques au sein du département Egalité et Droits des Citoyens de l'Agence Européenne des Droits Fondamentaux (FRA). Elle est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université d'Oxford et d'une maîtrise en relations internationales de l'Université d'Amsterdam.

Avant de rejoindre la FRA en mars 2009, elle a travaillé comme juriste au Service juridique de l'OSCE et en tant que consultante auprès du Conseil de l'Europe et du Haut-commissariat de l'OSCE pour les minorités nationales.

Elle a aussi travaillé pour plusieurs ONG (MRG International, ECMI et IDEA). Elle a été chercheuse et gestionnaire auprès de l'Institut des droits de l'homme/Département de Droit de l'Université Åbo Akademi et chargée de cours en droit international au sein du « Foreign Service Programme » de l'Université d'Oxford. Elle est auteur ou co-auteur d'un grand nombre de publications sur la protection des droits de l'homme en Europe et sur le statut juridique de l'OSCE.

Marek Michalak

Marek Michalak est né le 27 juillet 1971 à Świdnica, Pologne. Il est diplômé en pédagogie de réhabilitation et a suivi des études supérieures en sociothérapie et en organisation de l'aide sociale.

Il s'est engagé dans le travail social dès l'adolescence. En 1987, il a été nommé président de l'organisation SERCE qui se consacre aux enfants atteints de maladies à Świdnica et, trois ans plus tard, est devenu président du conseil d'administration de cette organisation. Il est également membre et fondateur de Forum national pour les droits de l'enfant.

Marek Michalak a créé le European Center for Children's Friendship, dont le programme conçu pour aider les enfants et les familles a été maintes fois récompensé. Cette organisation a été décrite par la fondation polonaise pour les enfants et les adolescents comme l'un des meilleurs projets du pays en matière de prévention et de développement.

En 1994, Marek Michalak a été nommé à l'Ordre du sourire. Il siège à la branche internationale de l'Ordre du

sourire dont il a d'abord été le vice-président et, depuis janvier 2007, le président. Le 25 juillet 2008, il a été nommé médiateur pour les enfants de la République de Pologne. Depuis septembre 2011, il est président du Réseau européen des défenseurs des enfants (European Network of Ombudspersons for Children, ENOC).

Akihiko Morita

Défenseur des droits de l'enfant

- *En tant que chef de la Division de l'Information et des Affaires publiques / Comité japonais pour l'UNICEF (1997-2004), M. Morita a lancé des campagnes nationales contre l'utilisation d'enfants soldats et l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (ESCE), a été personne-contact (focal point) dans le cadre du programme relatif à la participation des enfants du 2^e Congrès mondial contre l'ESCE (Congrès de Yokohama), tenu en 2001, et a été élu président de l'atelier Communication rassemblant les responsables des divisions de la communication des 37 Comités nationaux pour l'UNICEF (2002-2004).*
- *En tant que Conseiller sénior de Save the Children Japon (2008-présent), il a lancé une campagne nationale pour le 3^e Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) pour des procédures de plainte devant le Comité des enfants.*

M. Morita a travaillé pour le Ministre japonais des Affaires étrangères entre 1983 et 1995 ; il a été détaché au PNUD entre 1992 et 1994.

Actuellement, il enseigne les droits de l'enfant en sa qualité de Professeur à l'Université SHOKEI, située dans la préfecture de Miyagi.

M. Morita s'intéresse tout particulièrement au développement des grands principes philosophiques qui sous-tendent les droits de l'homme dans les sociétés non occidentales, en s'appuyant sur les ressources intellectuelles locales/traditionnelles.

Marie-Hélène Murat

Pédo-psychiatre.

Originaire de Marseille.

A réalisé ses études de Médecine dans la cité Phocéenne puis une spécialisation en psychiatrie et en pédo-psychiatrie au Centre Hospitalier Universitaire de Nice.

Psychiatre, orienté par la psychanalyse, a exercé dans différentes institutions, en service de psychiatrie adulte puis psychiatre des écoles de la ville de Nice et responsable d'un Hôpital de Jour.

Détachée du service de pédo-psychiatrie universitaire de l'Hôpital Lénval afin de participer à la création du Centre Médico-Psychologique de Monaco qui accueille les enfants de la Principauté ou scolarisés sur le territoire monégasque jusqu'à 18 ans.

Attachée au travail de réflexion apporté par une équipe pluridisciplinaire, a également une pratique de cabinet libéral.

Peter Newell

Peter Newell s'emploie à défendre les droits des enfants, au Royaume-Uni et à l'échelle internationale. Il est coordinateur de l'Initiative mondiale visant à mettre un terme aux châtiments corporels infligés aux enfants, président du conseil du Réseau d'information des droits de l'enfant (CRIN) et vice-président du groupe des ONG pour la Convention des droits de l'enfant. Avec Rachel Hodgkin, il a préparé plusieurs éditions successives du manuel de l'Unicef pour la mise en œuvre de la Convention des droits de l'enfant (Implementation Handbook for the Convention on the Rights of the Child). Peter est conseiller de l'ENOC, le réseau européen des Défenseurs des enfants. Il a saisi la Cour européenne des droits de l'homme et fait usage de la procédure de plaintes collectives établie par la Charte sociale pour dénoncer des atteintes aux droits de l'enfant.

Jean-Philippe Noat

Directeur Technique d'Action Innocence, Jean-Philippe NOAT est d'abord ingénieur en informatique et plus particulièrement en charge des affaires de cybercriminalité à Monaco. Il est également directeur d'une société d'informatique sur Monaco. La protection de l'enfance sur internet étant pour lui une priorité, il participe avec quelques amis depuis 2003 à la création et au perfectionnement du premier logiciel antipédophilie sur internet :

logp2p. Le principe du logiciel, aujourd'hui utilisé par de nombreuses polices en Europe, a permis l'arrestation en 2010 de plus de 2500 pédophiles présumés et surtout d'identifier plus de 50 enfants maltraités et près de 40 producteurs de matériels pédophiles à grande échelle. En même temps il essaye d'un point de vue technique de renforcer les collaborations entre polices européennes par le biais d'un forum et d'un site internet spécialisé hébergé à Monaco et contenant près de 10.000 articles et fréquentés par près de 250 membres des forces de l'ordre spécialisées. Ce site s'enrichit chaque jour de retours d'expériences et est une véritable base de données métier pour ses membres. Il collabore au quotidien avec les services de police et la justice monégasques depuis plus de 7 ans.

Theo Noten

Theo Noten dirige depuis 1996 ECPAT Pays-Bas et fait partie depuis 1998 du comité exécutif de Meldpunt Kinderporno, le service néerlandais d'assistance en ligne luttant contre la pédopornographie sur internet (membre de INHOPE, Association internationale des services d'assistance en ligne). Meldpunt Kinderporno, qui conduit depuis 1999 une campagne sur le thème « surfer en sécurité » destinée à alerter les enfants, propose en outre depuis 2008 un service d'assistance aux enfants et aux adolescents victimes d'abus et d'exploitation sexuels en ligne. Theo Noten participe aussi depuis 2008 à la plate-forme multipartenaires néerlandaise sur la sécurité des enfants en ligne.

Il est également membre du conseil d'administration d'ECPAT International depuis 2005 et conseiller pour les questions relatives à la traite, à la pédopornographie et au tourisme sexuel impliquant des enfants. Il a contribué à des publications d'ECPAT International telles que « Violence against Children in Cyberspace ». Il a fait partie des représentants d'ECPAT International lors de l'élaboration de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (2006-2007), ainsi qu'au III^e Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents (2008). Depuis 2008, il participe à eNACSO, l'Alliance européenne des ONG pour la sécurité des enfants en ligne. Il a contribué à l'élaboration de la Directive de l'Union européenne contre l'abus et l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie. Depuis 2007, il représente ECPAT International au sein du Conseil consultatif des ONG pour le suivi de l'Etude du Secrétaire général de l'ONU sur la violence contre les enfants. Il est partenaire de la campagne d'ECPAT – The Body Shop « STOP sex trafficking in children and young people » (Halte à la traite des enfants et des adolescents aux fins d'exploitation sexuelle).

Stefan Oeter

Professeur titulaire de droit allemand, de droit public comparatif et de droit international public, Directeur administratif de l'Institut des Affaires internationales de la Faculté de droit de l'Université de Hambourg (depuis 1999) ; a étudié le droit aux universités de Heidelberg et de Montpellier ; 1987-1997 chercheur à l'Institut Max Planck de droit public comparatif et de droit international public, Heidelberg ; 1990 doctorat "doctor iuris utriusque" (Heidelberg) ; Président (depuis 2006) du Comité d'experts indépendant de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (Conseil de l'Europe) ; Membre du Conseil consultatif scientifique du Ministère fédéral des Transports ; Président de la Commission historique, Société Internationale de Droit militaire et de Droit de la guerre ; Membre de la Cour permanente d'arbitrage ; recherches principalement orientées sur le fédéralisme comparatif, le droit relatif à la protection des minorités et aux droits de l'homme, le droit humanitaire, la législation économique européenne et internationale, la théorie du droit international et les relations internationales.

Jenny Pearce

Jenny Pearce est professeur en politiques publiques de jeunesse à l'Université de Bedfordshire, au Royaume-Uni, où elle est directrice du « Centre international de recherches sur les jeunes victimes de l'exploitation sexuelle et de la traite » et de l'« Institut d'études sociales appliquées ». Elle est présidente du « Forum pour le partage d'informations sur la traite des enfants » du ministère britannique de l'Intérieur ainsi que cofondatrice et membre du comité de direction du « Groupe de travail national pour les enfants et les jeunes victimes d'exploitation sexuelle » (www.nationalworkinggroup.co.uk). Elle dirige un forum d'étude sur « l'exploitation sexuelle des enfants » en partenariat avec l'association caritative Barnardo's Children et elle est membre du comité d'orientation politique de l'organisation Eurochild (Bruxelles). Ses études et publications ont porté sur un certain nombre de sujets liés à la protection de l'enfance et à l'exploitation sexuelle et la traite des enfants. Elle travaille actuellement à la mise en place du projet « Our Voices », un réseau européen d'actions visant à combattre les violences sexuelles contre les enfants. Elle travaille avec le Conseil de l'Europe en tant qu'experte invitée sur

l'exploitation sexuelle des enfants.

Jenny Pearce a une formation d'enseignante et a travaillé dans des écoles, dans le secteur de la justice des mineurs et dans celui des activités sociales et de jeunesse. Elle travaille en partenariat avec des jeunes, des ONG et des services institutionnels européens à l'élaboration de voies de formation, à des recherches et à la conception de curriculums sur l'aide sociale et la protection des enfants.

Paulo Sérgio Pinheiro

M. Pinheiro est professeur auxiliaire de relations internationales à l'Institut Watson d'études internationales, Université Brown. Il coordonne les recherches du Centre pour l'étude de la violence et est professeur de sciences politiques (à la retraite) à l'université de São Paulo (USP) (Brésil). Il a aussi enseigné à l'université Columbia, à l'université Notre Dame, à Oxford et à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Il est commissaire et rapporteur à l'enfance pour la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), Organisation des Etats américains (OEA), et à Washington.

En 2003, M. Pinheiro a été nommé par le Secrétaire général des Nations Unies expert indépendant aux fins d'une étude approfondie sur la violence contre les enfants et il s'est rendu dans 45 pays. Il a présenté le rapport mondial sur la violence à l'encontre des enfants 2006 et a assuré en 2007 le suivi des recommandations formulées dans le rapport.

M. Pinheiro a été Secrétaire d'Etat aux droits de l'homme sous la présidence de M. Cardoso (Brésil) et rapporteur pour les programmes nationaux des droits de l'homme du Gouvernement brésilien, PNDH I, 1996 et PNDH II, 2002. Pendant la présidence de M. Lula, il est intervenu en qualité d'expert aux fins de la préparation du PNDH 3, 2009 et a été nommé par le Président pour représenter la société civile au groupe de travail interministériel composé de six membres chargé de préparer une commission Vérité au Brésil, 2010.

Georg Pirker

Depuis son élection en 2007 en tant que secrétaire du réseau DARE (réseau européen pour la démocratie et l'éducation aux droits de l'homme, qui compte 50 organisations membres dans 28 pays), Georg Pirker représente les vues de DARE dans plusieurs organisations politiques à l'échelle européenne. Il est en outre responsable du service en charge des activités de formation européennes et internationales au sein de l'AdB (association des organismes allemands d'éducation), qui regroupe les ONG offrant des activités périscolaires en Allemagne). Georg Pirker est expert en matière d'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme en dehors du cadre scolaire (formation des adultes et des jeunes) en Europe et il supervise les initiatives internationales de quelque 180 centres éducatifs allemands.

Maria Filomena Ribeiro da Fonseca Gaspar

Fonction actuelle

- Professeure associée, Faculdade de Psicologia e Ciências da Educação da Universidade de Coimbra, Coimbra, Portugal (de 1999 à aujourd'hui)

Formation

- Doctorat en psychologie de l'éducation, Universidade de Coimbra (1999)
- Master de sciences de l'éducation et de psychologie de l'éducation, Universidade de Coimbra (1990)
- Licence en psychologie, Universidade de Coimbra (1986)
- Formation de thérapeute familial
- Certification dans le programme The Incredible Years (programme de base à l'intention des parents et programme adressé aux enseignants).

Principaux thèmes de recherche / enseignement

- Prévention et intervention précoce en cas de troubles du comportement extériorisés : efficacité des programmes adressés aux parents et aux enseignants
- Soutien et éducation des familles (développement, mise en place et évaluation de différentes modalités de soutien et d'éducation à la parentalité) : programmes More-Family, Parenting Wisely, Incredible Years
- Programmes de parentalité fondés sur des données probantes
- Politiques familiales

Janice Richardson

Janice Richardson est conseillère principale auprès d'European Schoolnet – un groupement de trente ministères nationaux de l'Éducation – et coordinatrice du réseau de sensibilisation Insafe pour un internet plus sûr. Insafe a été créé par la Commission européenne en 2004 afin de promouvoir une utilisation responsable et efficace des technologies en ligne par les enfants et les jeunes.

Janice Richardson a travaillé précédemment en tant qu'enseignante, maître de conférence, chercheuse en éducation et consultante en Australie, en France, au Luxembourg et en Belgique.

Auteur de deux ouvrages et de nombreux articles sur les TIC dans l'éducation et sur le développement des compétences informatiques, elle a dirigé les équipes éditoriales du Conseil de l'Europe chargées de créer et de réviser le Manuel de maîtrise de l'internet de l'Organisation (2003, 2005, 2008) ; en 2009, elle a rédigé des Lignes directrices pour les enseignants destinées à aider ceux-ci à utiliser, dans leurs classes, le jeu en ligne Wild Web Woods basé sur le Manuel du Conseil de l'Europe relatif aux questions de sécurité et de droits de l'homme. De 2001 à 2004, elle a travaillé au sein de la Task Force e-Luxembourg, afin d'aider le gouvernement national à mettre en œuvre les TIC à tous les niveaux de la société.

María José Rodrigo

Professeure titulaire en psychologie du développement à l'université de La Laguna.

Directrice du master en intervention et médiation familiale, qui a obtenu un label d'excellence décerné par le ministère espagnol de l'Éducation.

Présidente de la European Society of Developmental Psychology (2008-2011).

Membre depuis 2010 de l'Association for Psychological Science (APS), pour sa contribution durable et remarquable aux sciences psychologiques.

Organisatrice de l'université d'hiver sur les programmes d'éducation des parents fondés sur des données probantes et sur les bonnes pratiques de promotion de la parentalité positive, parrainé par le Conseil de l'Europe et la fondation Jacobs sous les auspices de l'European Society of Developmental Psychology (10-14 janvier 2011).

Expert chargée par le ministère espagnol de la Santé, de la Politique sociale et de l'Égalité de préparer un rapport sur la promotion de la parentalité positive en Espagne à l'intention du Parlement espagnol (2010-2011).

Recherche fondée sur des données probantes sur les programmes de parentalité visant à préserver les familles à risque et à prévenir les mauvais traitements infligés aux enfants.

Jean-Charles Sacotte

Conseiller d'Etat de la Principauté de Monaco

Premier Président Honoraire de la Cour d'Appel de Monaco

Études:

- *Faculté de Droit de Paris:*
 - *Diplôme d'Études Supérieures de Droit Privé*
 - *Diplôme d'Études Supérieures de Sciences Criminelles*
- *Université de Paris-Sorbonne*
 - *Diplôme de langue Catalane*
- *Concours d'entrée à l'École Nationale de la Magistrature - 1963*
- *Service Militaire: 1963-1965*

Carrière professionnelle:

1968: Substitut du Procureur de La République à Montargis (45)

1970: Magistrat à l'Administration Centrale du Ministère de la Justice

1975: Chef du Bureau de la Réglementation et de la Réinsertion Sociale à la Direction de l'Administration Pénitentiaire

1976: Procureur Général Adjoint de la Principauté d'Andorre

1981: Juge des Appellations Délégué de la Principauté d'Andorre. C'est-à-dire Vice Président du Tribunal des Corts (Tribunal Criminel) et Juge d'Appel unique en matière civile

1986: Conseiller à la Cour d'appel de Paris

1988: Détachement en Principauté de Monaco pour exercer des fonctions judiciaires

1991: Premier Président de la Cour d'Appel de Monaco

Conseiller Juridique, puis Chargé de mission au Ministère d'Etat de Monaco

Fonctions actuelles:

Conseiller d'Etat de la Principauté de Monaco

Président du Conseil d'Administration de l'Institut du Droit Economique de la Mer (INDEMER)

Directeur de La Revue de Droit Monégasque

Olena Styslavska

Olena Styslavska est consultante et formatrice d'enseignants au Centre national pour le développement de l'enseignement en Pologne. Elle est chargée de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la coordination des programmes nationaux et internationaux de formation continue des enseignants dans les domaines de l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme (ECD/EDH) et de l'éducation à la compréhension interculturelle (ECI). Elle assure également des formations dans ces domaines adressées à un large éventail de participants (élèves, chefs d'établissement, enseignants, représentants d'ONG et associations de parents). Elle a contribué à l'élaboration de modules de formation ainsi que de matériels pédagogiques et de mallettes ECD/EDH. Elle est spécialiste et a une bonne connaissance pratique des outils pédagogiques du Conseil de l'Europe et des recommandations relatives à l'ECD/EDH et à l'ECI. Olena Styslavska est membre du réseau de formateurs Pestalozzi.

Felisa Tibbitts

Felisa Tibbitts est cofondatrice et codirectrice de Human Rights Education Associates (HREA). Elle travaille également comme professeure adjointe à la Harvard Graduate School of Education et à la l'Université des Nations Unies pour la paix, où elle donne des cours sur l'éducation aux droits de l'homme. A la Harvard Kennedy School of Government, elle donne un cours conjointement avec le directeur du Carr Center for Human Rights Policy intitulé "Tools for Human Rights Practice".

Felisa Tibbitts a assuré des formations dans plus de 20 pays et fourni une assistance technique ou travaillé au service d'initiatives éducatives comme auteur de manuels pédagogiques en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Chine, Croatie, El Salvador, Estonie, Gaza, Kosovo, Irlande du Nord, Maroc, Ukraine et Etats-Unis. Elle a publié de nombreux articles, manuels et parties d'ouvrages dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme et a contribué à la préparation de documents d'orientation pour l'Organisation des Nations Unies.

Anniki Tikerpuu

Anniki Tikerpuu est Chef du département de l'enfance et de la famille du ministère estonien des Affaires sociales. Elle défend les droits de l'enfant depuis plus de dix ans. Avant de prendre ce poste, elle était conseillère pour les questions relatives aux droits de l'enfant au département de la protection sociale du ministère susmentionné (2006-2010). Elle avait auparavant travaillé pendant six ans à l'Union estonienne pour la protection de l'enfance (EUCW), organisation faîtière non gouvernementale qui défend les droits de l'enfant et garantit la protection de l'enfance en Estonie. Recréée en octobre 1988, l'EUCW coordonne aujourd'hui les travaux d'associations régionales de protection de l'enfance. Anniki s'est intéressée à des thèmes comme la prévention du harcèlement à l'école, les médias et les droits de l'enfant ainsi que l'intégration des droits de l'enfant. Elle a un mastère en assistance sociale de l'université de Tallinn.

Jean-Philippe Walter

Docteur en droit

Préposé fédéral suppléant à la protection des données et à la transparence - Suisse

Président du Comité consultatif de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel

Vice-président de l'Autorité de contrôle commune Schengen

Vice-président de l'Association francophone des autorités de protection des données

Edita Ziobiene

Edita Ziobiene est défenseur des enfants (depuis 2010), membre du comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (Conseil de l'Europe) et professeur associé à l'université Mykolas Romeris, où elle enseigne la protection institutionnelle des droits de l'homme et le droit constitutionnel.

Elle travaille activement depuis plus de dix ans dans différents réseaux européens de défense des droits de l'homme, dont le Réseau européen d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux, le Réseau européen d'experts juridiques en matière de non-discrimination et le Réseau européen contre le racisme (ENAR). Elle est auteur de plusieurs articles.